GROUPE INTERSUD
FACILITATEUR DE CHIFFRE D'AFFAIRES

**Lettre d'information n°99-Mai 2024**

*Cette lettre vous est proposée par INTERSUD, AFRECO, G2C et GCI et sera diffusée à leurs fidèles clients.*

# Bientôt les Jeux. Un bienfait pour l'économie ?

***Dans quelques semaines se dérouleront les Jeux de Paris 2024. Mais quel effet auront-ils sur l'économie française, à court et à moyen terme ?***

Le 26 juillet se tiendra la cérémonie d'ouverture des Jeux de Paris 2024. En attendant, pas un jour ne passe, ou presque, sans qu'une actualité liée à ce grand moment de l'olympisme ne trouve sa place dans l'actualité : après les inaugurations du village des Athlètes ou encore du centre aquatique olympique, avait ainsi lieu, le 2 mai dernier, celle, par la ministre des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques Amélie Oudéa-Castéra et la maire de Paris Anne Hidalgo, du bassin d'Austerlitz (Paris 13e arr.). Conçu pour stocker l'équivalent de 20 piscines olympiques d'eau de pluie, l'ouvrage déchargera le réseau des égouts de Paris en période de pluie, ce qui évitera des contaminations bactériologiques incompatible avec la tenue du triathlon olympique. Au-delà de cette échéance, il contribuera, avec tous les autres travaux engagés pour les Jeux, d'envisager un retour de la baignade pour tous les Franciliens dès 2025. Dans ce domaine, les Jeux ont donné un coup d'accélérateur décisif à un objectif qui, auparavant, semblait bien lointain.

Mais qu'en est-il pour dans d'autres secteurs ? Les Jeux auront-ils un impact, à court, mais aussi à moyen et long terme, sur l'économie ? Voici quelques pistes pour lancer le débat.

Le bassin d'Austerlitz permet de stocker 50 000 m3 d'eau de pluie.

## A court terme, entre affluence et éviction

A court terme, « l'effet JO » se verra principalement dans les villes de compétition, et, tout particulièrement, en région parisienne. 10 millions de personnes devraient venir pour l'occasion, toutes n'ayant pas, du reste, nécessairement un billet pour les épreuves : la fête olympique suffit, pour elles, à justifier le déplacement. Reste à savoir si l'évènement ne va pas dissuader les touristes « habituels » de visiter Paris : c'est le fameux effet d'éviction. Pour l'instant, les signaux restent au vert. Ainsi, le taux de réservation des hôtels parisiens durant les JOP (Jeux olympiques et paralympiques) se situerait, selon les classes d'hôtel, entre 60 et 75% à trois mois de l'évènement, selon l'office régional du tourisme. Ce pourcentage est jugé très positif et laisse augurer d'une fréquentation élevée, et d'effets induits importants sur les secteurs de la restauration, du loisir, etc.

Cet effet court terme touchera également tous les prestataires des Jeux (spécialiste du catering, logisticiens, transporteurs, etc.). Il a déjà bénéficié aux entreprises qui ont été mises à contribution pour la construction des arènes et des villages olympiques. L'Insee et la Banque de France ont tenté d'évaluer cet impact. Selon eux, la réalisation des chantiers olympiques a nécessité 24 millions d'heures de travail tandis que l'organisation des Jeux mobilisait 2,4 milliards d'euros. C'est beaucoup, mais, en fait, relativement peu : les chantiers olympiques ne représentent qu'1 % du volume de l'emploi du secteur des chantiers en Ile-de-France. Quant aux dépenses liées aux Jeux, elles sont équivalentes à 0,08 % de croissance du PIB régional par an sur quatre ans… Rien de déterminant, donc.

De son côté, le Centre de droit et d'économie du sport (CDES) a actualisé début mai son étude d'impact sur les Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de Paris 2024. Il établit trois scénarios prévoyant 6,7 milliards, 9 milliards et 11,1 milliards d'euros de retombées économiques directes en Ile-de-France : environ 42% pour l'organisation, 28 % pour la construction et près de 30 % pour le tourisme.

Dans certains secteurs, les Jeux provoquent une surchauffe : c'est, notamment, le cas dans le monde de la sécurité privé. 20 000 emplois supplémentaires seront nécessaires pendant la période olympique, pour un secteur en comptant actuellement 68 000. Mais pourra-t-il y répondre ? Pour couvrir ses besoins, le comité olympique a cadencé quatre vagues d'appels d'offres dès la fin 2022. Avant le lancement de la quatrième vague d'appels d'offre, Paris 2024 avait déjà validé environ la moitié de ses propres besoins. Des formations spécifiques ont été mises en place pour former, en 106 h, des agents à la sécurité des grands évènements. La tension est grande également dans le secteur de l'hôtellerie-restauration où le célèbre chef Thierry Marx, président de l'Union des métiers de l'hôtellerie-restauration (Umih), a estimé qu'entre les Jeux et les besoins estivaux traditionnels, 200 000 postes restaient à pourvoir sur l'ensemble du territoire français.

## Un coup de pouce aux secteurs liés à la décarbonation de l'économie

Reste à évaluer l'impact des Jeux à plus long terme et sur un plan plus qualitatif. L'image de la France, et notamment de Paris, pourrait en bénéficier, tout comme celles des entreprises ayant été impliquées dans les grands travaux qui ont permis de les organiser. Les Jeux ont aussi joué un rôle d'accélérateur dans certaines filières, notamment toutes celles liées à la construction et à l'aménagement bas carbone. Paris 2024 a mis un point d'honneur à être exemplaire en la matière et l'assure : l'empreinte carbone sera deux fois moindre que lors de la précédente édition des Jeux. Ainsi, le village olympique donne la part belle au bois. Pour le trouver en grandes quantités, il a fallu trouver des approvisionnements majoritairement français, et les acheminer en créant une nouvelle logistique. L'ouvrage a contribué à mieux structurer une filière largement éclatée. Autant d'investissements dont d'autres maîtres d'ouvrages pourront, à l'avenir, bénéficier. Est-ce un hasard ? Selon les derniers chiffres publiés récemment, la construction bois a connu un boom en Ile-de-France en 2023 : +35% de surface de plancher construite par rapport à 2021, soit près de 1,2 million de m². La livraison des ouvrages olympiques n'explique pas tout : de plus en plus de grands campus de bureaux ont également choisi ce mode constructif.

Une Toyota Miraï dans la toute nouvelle station hydrogène du pont de l'Alma (Paris)

De la même façon, les exigences de la Solideo -la société de livraison des ouvrages olympiques- ont favorisé la filière du ciment bas-carbone. L'entreprise irlandaise Ecocem, spécialisée dans ce secteur, en sait quelque chose : elle a été largement sollicitée, au point d'ouvrir un laboratoire de R&D en région parisienne ! Le monde des isolants bio et géosourcés a également été mis à contribution. Le village des athlètes sera chauffé et refroidie par de la géothermie de surface, une géothermie jusqu'alors peu utilisée en Ile-de-France et qui pourrait bien se développer.

La filière hydrogène bénéficie aussi de l'évènement : le transport des athlètes et des officiels, lorsqu'il ne se fera pas en transports en commun, utilisera 500 véhicules à hydrogène, fournis par l'entreprise japonaise Toyota. Ils viendront doubler la flotte de taxis hydrogène déjà existante, et justifient les nombreuses ouvertures de stations de

recharge en cours : d'ici aux Jeux, la région Ile-de-France devrait en compter entre 12 et 15 contre une poignée auparavant.  Les Jeux ont également permis au monde de l'insertion de se faire reconnaître : la Solideo s'était engagée à consacrer 10% des heures travaillées à des personnes éloignées de l'emploi. Une promesse qui a donné une bouffée d'oxygène au secteur, mais a aussi incité d'autres grands comptes à faire de même.

Mise à l'eau d'un bateau de croisière parisien électrique.

Enfin, le secteur de l'armement naval connaît lui aussi une cure de verdissement : partis bien plus tard que le transport routier dans la course à des motorisations plus propres, les bateaux de tourisme circulant sur la Seine sont actuellement nombreux à connaître un rétrofit électrique dans les chantiers navals d'Ile-de-France. Avec, pour récompense, la perspective de pouvoir participer à la parade de la cérémonie d'ouverture !

Dans bien des secteurs, les Jeux auront, autrement dit, constitué une incitation forte à verdir les process et les produits. Ce qui, sans doute, donnera un avantage aux entreprises qui ont profité de l'opportunité pour faire leur transition. En attendant, savourons ce moment exceptionnel !

**Intersud**
04 91 19 02 00

**Afreco-G2C**
04 72 88 69 00

**GCI**
04 37 69 71 50